

1. **Sujet :** Chrétiens et politique en Russie et Ukraine.
2. **Rédacteur :** Chef de Bataillon Bertrand VALLETTE d'OSIA (France)
3. **Division/Groupe :** CID Division B Groupe 1
4. **Rédaction :** Paris, le 6 avril 2001
5. **Titre générique :** Mémoire de géopolitique

6. **Sommaire :** Les années 80 ont été marquées, en Russie et en Ukraine, par le grand retour de l'influence des Eglises chrétiennes. Très marquées par leurs liens historiques avec le pouvoir, elles ont rapidement eu à jouer un rôle politique primordial.
Mais elles sont caractérisées par les tensions. Outre la question inter-confessionnelle des chrétiens gréco-orthodoxes, la question du nationalisme est facteur de tension.
En Ukraine comme en Russie, l'Eglise est désormais alignée sur la ligne dure, volontiers nationaliste et intégriste.

7. **Mots clés :**

Eglise, orthodoxe, chrétien, gréco-catholique, uniate, nationalisme, politique intérieure, Russie, Ukraine

Chrétiens et politique en Russie et Ukraine

SOMMAIRE

Partie I :

L'histoire, révèle les liens profonds unissant politique et religion en Russie et en Ukraine

Le rôle spécifique de la religion en Russie
La religion élément central dans l'histoire de l'Ukraine
Une mosaïque religieuse en héritage historique

Partie II :

La sphère du religieux, théâtre de nombreux conflits
Orthodoxes et catholiques : des relations tendues
L'œcuménisme en question
L'adoption d'une ligne dure par les orthodoxes

Partie III :

La religion, témoin des orientations profondes de ces sociétés
Religion et nationalisme
Chrétiens et politique intérieure en Russie et en Ukraine

Chrétiens et politique en Russie et Ukraine

INTRODUCTION

Lorsque disparaît l'URSS, le parti communiste perd son hégémonie en Russie et en Ukraine. A l'athéisme et la lutte antireligieuse se substitue un enthousiasme religieux sans précédent : près de 80% des Russes se définissent alors comme orthodoxes. Dix ans après, cet élan est partiellement retombé, mais les statistiques officielles de la Douma d'État révèlent que près de la moitié des Russes se déclarent orthodoxes, malgré un taux de pratique encore modeste.

Lorsque des personnalités ukrainiennes et russes se montrent ostensiblement en compagnie de membres du clergé, que les médias accordent aux questions religieuses une part importante, on peut penser que l'avis des chrétiens dans les débats de société est primordial et que leur rôle en politique est de tout premier plan.

Mais ce retour d'une influence chrétienne vers un rôle politique n'est encore qu'assez récent, et il n'existe pas une ligne politique unique parmi les chrétiens. Bien au contraire ils avancent vers cette ère nouvelle de l'après-communisme dans un ordre dispersé.

Dans des pays marqués par un certain vide identitaire, les chrétiens ne sont-ils donc cantonnés qu'au rôle de référence morale ou à celui de ciment de la nation ?

Il semble que l'influence des Eglises chrétiennes soit beaucoup plus profonde et que leurs hautes hiérarchies soient désormais des acteurs incontournables de la vie politique de leurs pays.

Cette influence est le fruit d'une histoire où politique et religion sont extrêmement liées. Si les nombreux conflits qui divisent les chrétiens semblent brouiller leur message politique, des tendances fortes se dégagent actuellement autour d'un engagement pour des valeurs traditionnelles et nationalistes.

PREMIERE PARTIE

L'histoire révèle les liens profonds unissant politique et religion en Russie et en Ukraine

11 Le rôle spécifique de la religion en Russie

L'orthodoxie est partie constitutive de « l'âme russe », même si de nombreux Russes ne sont pas orthodoxes. Il existe une ambivalence qui trouve ses racines dans la constitution même de la Russie. L'histoire mouvementée des relations entre l'Etat et l'Église en Russie jusqu'à la Perestroïka, par l'importance de son impact dans la situation actuelle, peut être considérée comme une donnée centrale en matière de politique.

111

Pendant de nombreux siècles, la « Rous », n'est qu'une province ecclésiastique de Constantinople, dirigée par Kiev. Mais en 1448 l'Église de Rous se déclare autocéphale, rompant ainsi avec Constantinople. L'essor de la Moscovie sera à l'origine du transfert du patriarcat à Moscou, rendu définitif en 1613, à l'occasion de l'avènement de la dynastie des Romanov. En effet le Tsar Michel est fils du patriarche moscovite Philarète.

Prévaut alors une vision claire du rôle du Tsar en matière religieuse : il est le représentant de Dieu sur terre. Par conséquent ses décisions peuvent être considérées comme des manifestations de la volonté divine sur terre, ce qui est convenu d'appeler la « symphonie » entre les volets temporel et spirituel du pouvoir.

Le XVIIIème siècle est marqué par l'influence des philosophes et le retour d'un pouvoir à dominante laïque ; Catherine II ira même jusqu'à devenir protectrice de Voltaire et Diderot. Mais si comme Pierre le Grand, elle veille à assujettir l'Église orthodoxe, elle récupère son message idéologique et justifie ses prétentions territoriales au nom de la défense des chrétiens orthodoxes. Catherine II rêve en effet de la constitution d'un grand empire orthodoxe slavo-balkanique, héritier de l'empire byzantin, mais sous la férule de la Russie. Par le traité de Kutchuk -Kaïnardji en 1774, le Tsar parle au nom de tous les sujets orthodoxes de l'empire ottoman, ce qui justifie la

poussée vers les régions du Danube peuplées d'orthodoxes. L'impérialisme conjugué au pan-orthodoxisme anti-islamique sera à l'origine de quatre-vingt quatorze années de campagne contre les états périphériques islamiques de la Russie.

Le rôle joué par l'orthodoxie dans la lutte contre l'invasion napoléonienne est majeur et ruine d'ailleurs les vellétés de rapprochement avec l'Église catholique voulu par les Tsars Paul I^{er} et Alexandre Ier. L'envahisseur, présenté comme la « bête de l'Apocalypse », est bouté hors de Russie par le peuple orthodoxe de la saint Russie.

C'est donc fort logiquement que l'idéologie mise en place avec le Tsar Nicolas Ier s'affirme avec force pendant tout le XIX^{ème} siècle pour ne disparaître qu'en 1917. L'orthodoxie devient véritablement une religion d'État, et le ministre de l'éducation du Tsar Serguéï Ouvarov définit l'autocratie, l'orthodoxie et la nation comme les piliers de la Russie.

112

Dès janvier 1918 (février julien), est prononcée la séparation de l'Église et de l'Etat. A cette occasion les organisations religieuses perdent leur personnalité morale. Le christianisme orthodoxe est alors mis au ban de la société et véritablement combattu par un pouvoir s'appuyant sur des principes comprenant un athéisme militant et agressif.

Officiellement, les relations ne s'aggravent qu'en février 1922, lorsque le métropolite Tikhon, devenu patriarche en novembre 1917, veut résister au décret sur la confiscation des trésors des églises. Une campagne violente débute alors, marquée par des fermetures d'églises et des profanations de reliques . Le patriarche Tikhon, d'abord emprisonné, est libéré après une déclaration professant son loyalisme envers le régime. Il n'est pas remplacé après sa mort en 1924, mais il laisse un testament appelant les fidèles à la loyauté envers le régime soviétique.

Pourtant, en 1920, pour sauver l'Église orthodoxe, il avait émis un oukase prévoyant la création d'une province autonome. Aussi, dès 1921, le métropolite Antoine de Kiev, alors en exil,

concrétise cet oukase en créant un pendant de l'Église officielle, appelé « l'Église orthodoxe hors frontière ».

Mais partout en Russie, devant les compromissions de l'Église officielle, un sentiment de révolte voit rapidement le jour, et s'organise vite en une résistance spirituelle au régime communiste. C'est le début de ce qu'il est convenu d'appeler « l'Église des catacombes » et qui s'intitule elle-même « vraie Église Orthodoxe ».

Après deux décennies d'une certaine tolérance, l'Église officielle est systématiquement persécutée, et de nombreux croyants sont emprisonnés, déportés ou exécutés. L'immixtion systématique de l'Etat dans les affaires religieuses aboutit à une limitation des droits des croyants et de l'exercice du culte. Toute forme d'activité caritative ou sociale, d'instruction et de publication religieuse est interdite ; les institutions religieuses, n'ayant qu'une personnalité juridique limitée, ne peuvent posséder aucun bien, ni recevoir de contributions financières. Quant au culte, il ne peut se dérouler que dans des lieux formellement déclarés, et sous la direction de personnes officiellement désignées à cet effet.

Pourtant les liens entre État et Église se resserrent, après l'attaque nazie contre l'Union Soviétique. En effet, le métropolite Serge appelle à la résistance contre l'envahisseur le jour même de l'attaque, et Staline juge opportun d'utiliser les restes de cette Église pour susciter une valeur mystique à la « grande guerre patriotique ». De son côté, l'Église fait un geste apprécié par Staline, en équipant avec ses propres trésors la division blindée « Dimitri Donskoï ».

Cette embellie des relations est bénéfique pour l'Église orthodoxe, et les métropolites survivants ont l'autorisation de se réunir en un concile qui porte le métropolite Serge de Moscou au patriarcat. Mais en septembre 1943, Staline crée un conseil pour les affaires de l'Église Orthodoxe de Russie, qui édicte un règlement imposé en février 1945 au successeur de Serge, le métropolite de Léningrad, Alexis.

L'opposition de l'Etat au clergé s'intensifie à nouveau avec l'accession au pouvoir de Nikita S. Khrouchtov. Créées en 1959, les « drougines », des milices populaires, font de nombreuses démonstrations antireligieuses. En 1961, le renforcement du contrôle de l'Etat est imposé au concile de Zagorsk. La hiérarchie ecclésiastique est alors tenue à des conditions drastiques de

fonctionnement. Elle est de fait pratiquement forcée à collaborer à l'étouffement de la religion. Les métropolites doivent montrer leur loyalisme au pouvoir, vantant les mérites du régime en place et niant les persécutions dont l'Église est alors victime. Logiquement, les ecclésiastiques officiels sont bientôt considérés comme des membres ou des correspondants du KGB. Auprès des instances religieuses internationales, l'Église orthodoxe russe fait alors figure d'Église d'État.

12 La religion, élément central dans l'histoire de l'Ukraine.

Jusqu'au XVIIème siècle, les régions ukrainiennes sont caractérisées par leur situation de vide démographique, servant de refuge à différentes minorités en rupture de ban. Ces zones riches et désertiques sont rapidement convoitées par les puissants voisins Russes et Polonais, entraînant une division déterminante pour le destin religieux du peuple ukrainien.

121

Du IXème au XIIème siècle, l'Etat de Kiev est une puissance dominant les Slaves de l'Est et du Sud-Est, qui est appelée « Rus ». Elle prend de l'importance, mais tombe sous le joug d'invasisseurs successifs mongols, lituaniens et polonais dès le XIIIème siècle. Une de ses données typiques est son ouverture vers l'Occident. Cette ouverture diplomatique avec les cours d'Europe, culturelle avec l'imprégnation du droit de Magdebourg, artistique avec l'influence italienne, se fait également sentir dans le domaine religieux. Baptisé par Byzance, Vladimir le grand est en relation étroite avec Rome, avec lequel il échange des ambassadeurs, et ses successeurs suivent la même politique d'équilibre entre les deux sièges du christianisme. C'est pourquoi la rupture de 1054 n'affecte pas les relations entre la Rus de Kiev et la papauté.

Après l'invasion mongole de 1240, les princes déplacent vers le Nord leur capitale et le siège du métropolite dépendant de Byzance. L'Ouest de la future Ukraine constitue la principauté et la métropole de Halych. Celle-ci vient demander à Rome la confirmation de sa légitimité. Les chefs religieux ukrainiens essaient alors de refaire l'unité de l'Église aux conciles de Lyon et de Florence, mais sans succès. Ils obtiennent en 1596, par l'acte d'union de Brest, le rattachement des diocèses d'Ukraine et de Biélorussie à Rome, tout en conservant leur liturgie et leurs rites

spécifiques. Cette union ne leur est pas imposée par le prosélytisme latino-polonais, mais découle d'une initiative des Ukrainiens eux-mêmes. Ils voient en Rome leur meilleur protecteur contre les deux grandes nations voisines qui tiennent à asseoir sinon leur pouvoir, du moins leur influence, sur les terres ukrainiennes. L'union de Brest est suivie en 1646 d'une autre union, scellée entre l'évêque Tarasovitch et l'évêque hongrois d'Eger, à Oujgorod. Cette partie de la population de rite gréco-catholique passera par la suite sous la domination des seigneurs catholiques polonais.

Peu à peu colonisées, les terres ukrainiennes tombent sous influence russe au XVII^{ème} siècle. Les Cosaques se révoltent en effet contre leurs seigneurs polonais en 1648, et font appel aux Russes. Moscou, en 1654, impose au traité de Pereyaslav l'incorporation d'une partie de l'Ukraine à la Russie. Ces terres feront partie intégrante de l'empire Russe jusqu'en 1917.

Pourtant les Cosaques ukrainiens, sous la direction de leurs chefs suprêmes, les « hetmans », tentent à plusieurs reprises de reconstituer un État libre et indépendant. L'échec de Poltava en 1709, scelle pour trois siècles la séparation des deux parties de l'Ukraine. Tandis que l'ouest du pays reste sous domination polonaise, l'Ukraine centrale et orientale devient purement et simplement une province de l'empire russe.

Ainsi, la métropole de Kiev, qui est subordonnée à celle de Moscou depuis 1687, passe complètement sous influence russe à partir de 1721, quand ce n'est plus le concile- ou « sobor »- de Kiev qui nomme le métropolitain, mais le Tsar lui-même. De fait, dès 1799, un Russe est nommé sur le siège métropolitain de Kiev.

122

Au lendemain de la première révolution russe de février 1917, des millions de paysans ukrainiens prennent les armes pour demander l'indépendance et une réforme agraire. Le 15 mars, se constitue une « Rada », sorte de conseil ukrainien, qui fonde le 19 novembre la République populaire d'Ukraine. Les Bolcheviks ne représentent que 5% des voix, et Lénine engage une lutte sans merci contre la Rada, fondant une République soviétique d'Ukraine à Kharkiv.

De son côté, dès la proclamation d'une république indépendante, l'Église ukrainienne amorce son retour vers l'indépendance. Durant l'automne 1917, un Sobor constitué de représentants du clergé et de laïcs, se réunit à Kiev. Le Patriarche de Moscou, Thikon, approuve avec quelques réserves cette convocation, mais les évêques ukrainiens, tous Russes ou russifiés, s'y opposent farouchement. Le Sobor demande l'ukrainisation de l'Église orthodoxe en Ukraine, comprenant l'autocéphalie et la refondation du système conciliaire de gouvernement.

En février 1918, les Allemands envahissent l'Ukraine, et se déroule alors une guerre civile entre fractions ukrainiennes et armées étrangères. Les assassinats contre les personnalités politiques et religieuses se multiplient ; l'Ukraine est dévastée par les armées rouge et blanche et la loi du 1^{er} janvier 1919, proclamant l'autocéphalie de l'Église orthodoxe d'Ukraine et la création de son propre Synode, ne sera jamais appliquée.

Par la suite, dans un premier temps, les autorités soviétiques favorisent une certaine « ukrainisation » de la culture. Dans les régions contrôlées par les Bolcheviks, un concile ukrainien est constitué, et un certain nombre de paroisses demandent leur enregistrement sous son autorité. Ce même concile proclame, au printemps 1920, l'Union indépendante des paroisses orthodoxes ukrainiennes. Mais le métropolite Nazaire de Kiev réagit en suspendant les prêtres de ces paroisses. Le concile proclame alors solennellement l'autocéphalie de l'Église orthodoxe d'Ukraine, le 5 mai 1920. Un an et demi plus tard, il se réunit pour organiser cette autocéphalie, mais aucun évêque n'accepte d'y participer. Un concile de douze prêtres consacre alors l'archiprêtre Vassyl Lykivsky comme métropolite de toute l'Ukraine et l'archiprêtre Nestor Charaivsky comme archevêque de Kiev.

Les concessions initiales des autorités servant de base à la résistance culturelle, religieuse et nationale, le régime réagit et dès 1922, commence la lutte contre l'Église autocéphale. En 1927, déposé sous la pression des autorités soviétiques, le métropolite Lypkivsky est remplacé par une personnalité plus docile.

A partir de 1929, Staline décide de s'attaquer à l'épine dorsale de la résistance à la soviétisation, constituée par la paysannerie indépendante. Il provoque une famine artificielle et une répression qui feront entre cinq et sept millions de victimes. Parallèlement, il entreprend la liquidation de l'Église autocéphale. Les églises sont pour la plupart fermées, et le clergé est poursuivi, arrêté et

déporté. Le métropolite de Kharkiv, Ivan Pavlovsky, d'abord autorisé à maintenir quelques paroisses, est lui même déporté en Sibérie. En 1941, le clergé ne compte plus que deux évêques et 270 prêtres. On avait compté une vingtaine d'évêques et plus d'un millier de prêtres avant l'auto-liquidation prononcé en 1930 par un concile imposé par Staline à l'Église autocéphale.

L'Église orthodoxe restée fidèle au Patriarcat de Moscou n'échappe pas au programme d'éradication de toute foi religieuse lancé par Staline dans la deuxième moitié des années trente. En 1938, tous les évêques, mais également de nombreux prêtres, sont arrêtés.

Par ailleurs, Staline met le Patriarcat de Moscou à contribution pour russifier l'Ukraine occidentale en 1939. Celle-ci est catholique dans sa quasi-totalité, et l'objectif est de l'« orthodoxiser ». Par la suite, en 1944, la même contribution est exigée, pour la liquidation définitive de cette Église ainsi que de l'Église orthodoxe autocéphale.

En 1946, le pouvoir soviétique ordonne l'organisation d'un synode, auquel ne participe aucun des évêques catholiques. Celui-ci proclame la réintégration de l'Église gréco-catholique d'Ukraine dans l'Église orthodoxe. L'Église gréco-catholique est alors déclarée illégale : 3000 églises et quelques 150 monastères sont confisqués. Les évêques sont aussitôt poursuivis, arrêtés et souvent assassinés. Le dernier évêque, Mgr. Slypyi est expulsé en 1963.

L'Ukraine apparaît alors « normalisée » par une politique active de russification. La période 1950-1985 est marquée par une érosion apparemment irréversible de l'identité nationale ukrainienne et de sa résistance culturelle et religieuse. La politique anti-religieuse de N. Krouchev, de 1959 à 1964, se concrétise par la fermeture de nouvelles églises, et par l'interdiction de former de nouveaux prêtres. Les minorités hongroises et polonaises sont particulièrement visées par la fermeture de la majorité des églises catholiques de rite latin.

Mais dans la nuit du 25 au 26 avril 1986, le réacteur numéro trois de la centrale de Tchernobyl explose. Cet accident constitue le point de départ du réveil de la conscience ukrainienne, qui se rangeait jusque là dans le camp conservateur opposé à Gorbatchev.

L'histoire terriblement mouvementée, souvent tragique de l'Église orthodoxe en Russie, est à l'origine directe de nombreux schismes. A cela s'ajoute un renouveau du sentiment religieux manifeste qui s'accompagne de nouvelles tendances.

En 1666, un schisme avait séparé l'Église orthodoxe de Russie, et avait donné naissance à l'Église dite « des vieux croyants ». Cette Église, durement persécutée par les Tsars puis par le régime soviétique, s'était réfugiée dans des lieux inhabités. Église viscéralement russe, elle est l'objet d'une véritable fascination dans un pays à la recherche de ses racines pré-soviétiques et compterait une part importante des nouveaux convertis.

Conséquence de la déclaration d'allégeance du métropolite Serge en 1927, l'Église hors frontières, réunissant les descendants des émigrés russes, s'est séparée de l'Église orthodoxe officielle. Elle considère que la hiérarchie du patriarcat de Moscou a usurpé le pouvoir dans l'Église de Russie. Elle s'oppose particulièrement à cette dernière sur la question de nouvelles paroisses, ouvertes sur le territoire russe.

Au sein même du patriarcat de Moscou, on rencontre trois principales tendances qui séparent profondément les orthodoxes.

La tendance majoritaire demeure conservatrice sans toutefois s'opposer fortement aux tendances modernistes. Très attachés aux formes de la liturgie traditionnelle, les fidèles soutiennent leur patriarche Alexis II. On appelle parfois cette tendance, « l'Église des babouchkis ».

Une tendance qu'on qualifie d'intégriste, réunit moins de fidèles, mais elle est très active. Elle s'oppose particulièrement aux autres Églises chrétiennes, particulièrement celles fidèles à Rome. Elle est représentée politiquement par des élus ultra-nationalistes.

La dernière tendance est en revanche plus ouverte vers les autres religions, et exprime un espoir dans l'oecuménisme. Qualifiée de moderniste, elle serait prête à abandonner le slavon, langue liturgique qui trouverait ses origines au IX^{ème} siècle, et y substituer le Russe.

Comme partout ailleurs, la renaissance du sentiment religieux en Russie s'accompagne d'un développement important de sectes se réclamant plus ou moins du christianisme. Particulièrement bien implantées dans la région de Moscou, elles disposent de fonds occidentaux qui permettent leur essor.

Les autres parties de la chrétienté connaissent également une croissance importante du nombre de fidèles.

Près de 5 pour 100 des Russes se déclarent protestants, qu'ils soient baptistes ou luthériens. Les baptistes qui ont refusé l'enregistrement pendant la période soviétique, les « Initiativniki », profitent de leur réputation de grande charité et d'entraide, et en retirent un impact important dans les couches les plus populaires du pays. Ils profitent actuellement d'un appui financier occidental massif.

Les luthériens sont les descendants des Russes d'origine allemande de la région de la Volga et connaissent une croissance beaucoup plus limitée.

Les catholiques sont moins nombreux que les protestants et ne représentent que moins de 1,5 pour cent de la population russe. Comme les ecclésiologies de l'Église catholique et de l'Église orthodoxe se rejoignent pour affirmer qu'il ne peut y avoir concomitance de deux sièges apostoliques sur un même territoire, Rome n'a pas institué de siège épiscopal sur les territoires orthodoxes, mais des administrateurs apostoliques destinées à coordonner la vie des communautés.

132

Plus que partout ailleurs, le monde chrétien est particulièrement fragmenté en Ukraine. Une ligne de fracture historique traverse ce pays, où vivent côte à côte orthodoxes et gréco-catholiques. Par ailleurs, l'appartenance à une Église demeure encore souvent en Ukraine la seule façon d'affirmer son appartenance à une minorité nationale.

L'Église latine est caractéristique à cet égard, qui est composée en premier lieu de membres de minorités nationales, parmi lesquelles se trouvent les Hongrois, qui sont environ 70000 et surtout

les Polonais, qui sont plus de 250000. Au total l'Église catholique représente une communauté d'environ 500000 membres pour le rite latin.

La Ruthénie est également emblématique de cette situation. Cette région, dite Ukraine subcarpatique, a changé de nationalité au gré des événements de l'histoire. Territoire successivement autrichien, hongrois, tchèque puis à nouveau hongrois, la Ruthénie passa de l'URSS à l'Ukraine. Mais les Ruthènes, qui portent le nom qui désignait à l'origine l'ensemble des Ukrainiens tiennent à conserver leur distinction culturelle, et leur attachement à l'Église de rite gréco-catholique est significatif. Ils se rapprochent ainsi des Ruthènes présents en Roumanie, en Slovaquie et en Croatie pour former une entité culturelle et seraient près de 700000.

Les Grecs catholiques, sortis victorieux de leur clandestinité vers la fin des années quatre-vingts, représentent la plus grande de toutes les Églises catholiques orientales, et comptent environ quatre millions de fidèles. Les diocèses sont réactivés dès 1991 par le pape Jean-Paul II. L'Église catholique romaine d'Ukraine compte désormais huit évêques, un millier de prêtres et autant de séminaristes, ce qui montre le renouveau profond de cette communauté.

L'Église orthodoxe, qui regroupe un sixième des chrétiens appartenant à la religion orthodoxe, est elle-même profondément divisée. Dans un climat marqué par un nationalisme exacerbé, n'existe aucun dialogue entre les trois factions concurrentes.

Le métropolite Philarète dirige le patriarcat de Kiev, appelé communément « Église ukrainienne unie ». Arguant de l'indépendance historique de l'Ukraine, il décide en 1990 de proclamer l'autocéphalie de l'Église orthodoxe ukrainienne. Réduit à l'état de laïc par le patriarcat de Moscou il refuse cette sentence et réclame une Église ukrainienne totalement indépendante. Marqué par un nationalisme assez étroit, il reçoit rapidement le soutien du président Kravtchouk, ce qui lui permet d'occuper par force plusieurs cathédrales, églises et centres administratifs diocésains.

L'Église ukrainienne autocéphale, fondée en 1921, supprimée en 1930, a survécu en exil, d'où elle est rentrée en 1990. Bien que très nationaliste, elle se refuse de se rallier à Mgr Philarète et comprend plus de mille paroisses situées principalement à l'ouest du pays.

L'Église orthodoxe ukrainienne autonome a obtenu pour sa part son autonomie par rapport au patriarcat de Moscou en 1990. Dirigée par le métropolite Vladimir de Kiev, élu à sa tête en juin 1992, elle revendique la majorité des paroisses orthodoxes. Elle est surtout présente dans le nord et l'est du pays, ce qui correspond à la zone d'influence russe la plus forte. Le métropolite Vladimir voit son autorité canonique reconnue par l'ensemble des Églises orthodoxes.

A ces religions, bien implantées, signes de la division de la chrétienté en Ukraine, il convient bien sûr d'ajouter les quelques 400000 protestants, descendants de familles d'immigrés et la multitude de sectes, dont cinquante étaient déjà enregistrées dès 1993.

DEUXIEME PARTIE

La sphère du religieux, théâtre de nombreux conflits

« Le communisme a fait de tels ravages dans les consciences que l'on est venu à parler de catastrophe anthropologique », déclare M. Yves Hamant, professeur d'histoire et de culture russes à Paris X en novembre 1991. Au vide spirituel inouï a succédé un espoir immense dans la religion et un combat de nombreux groupes de pression pour imposer leurs vision de la religion. On peut distinguer des conflits ouverts, opposant les Églises entre elles et des tensions internes qui brisent l'unité des Églises, particulièrement de l'Église orthodoxe russe.

Commentaire [O1] : Les responsabilités de l'occident devant le retour de la Russie dans l'Histoire in Documentation catholique, 19 janvier 1992

21 Orthodoxes et catholiques : des relations tendues

L'inconscient collectif orthodoxe russe est particulièrement hostile à la religion catholique et adhère dans son ensemble à cette assertion de Dostoïevsky dans l'Idiot : « Le catholicisme est plus dangereux que l'athéisme, car il nous présente une vue désacralisée du Christ ».

Pour la Russie orthodoxe, après l'hérésie ayant provoqué le grand schisme de 1054, l'héritage de la seule vraie foi n'est pas longtemps restée à Constantinople, envahie par les Turcs, sans doute en punition de sa tentative d'union avec Rome. Pour la tradition orthodoxe, la Sainte Russie est dépositaire de la foi orthodoxe des Byzantins. C'est la troisième Rome, chargée de conserver la foi jusqu'au retour du Christ et de lutter contre les hérétiques et en premier lieu le catholicisme romain.

Mais l'antagonisme séculaire qui sépare les deux religions ne se limite pas à des divergences d'ordre théologiques comme le « filioque ». La Russie orthodoxe perçoit le catholicisme romain comme agressif et conquérant.

211

La mentalité russe demeure marquée par les grands conflits qui ont marqué la Russie, et parmi les pays les plus redoutables, s'est souvent trouvée la Pologne catholique, perçue comme le bras armé de l'impérialisme latin. La mémoire des conversions forcées et des atrocités commises dans les années 1620 est toujours bien présente chez certains membres du clergé orthodoxes russes¹, qui ravivent la défiance vis à vis d'une religion dirigée par un Polonais.

Il existe en fait une thèse du complot constant de Rome, puissance du mal, contre Moscou, gardien de la vraie foi.

C'est ainsi que, au XIX^{ème} siècle, lors de sa croisade de libération des peuples partageant la même foi et qui sont sous domination turque, la Russie s'oppose à la France et l'Angleterre, pays alliés aux infidèles musulmans. Cette coalition empêche la Russie de délivrer Constantinople. Pour les Russes, il s'agit du résultat des manoeuvres diplomatiques du Vatican pour s'opposer à la Sainte Russie orthodoxe.

Pour arriver à ses fins, Rome utilise l'empire austro-hongrois, quand la menace polonaise a disparu. En effet, cet empire se pose comme un défenseur du catholicisme dans les années 1870, alors qu'il affronte la Russie dans sa conquête des Balkans, voire de l'Ukraine.

C'est toujours le même but qui est poursuivi par Rome lors de l'avènement des Bolcheviques, et qui l'amène à négocier avec le Kremlin. Il s'agit de conquérir les âmes en installant l'Église

« uniate », profitant des atrocités commises contre les orthodoxes. C'est ce qui explique, pour ces mêmes Russes, que ce n'est qu'en 1930 que le Pape Pie XI dénonce le communisme, par l'encyclique « Divini Redemptori ».

Pour autant, cette idéologie n'est véhiculée que par des membres du clergé qui se situent dans la tendance intégriste. La hiérarchie orthodoxe n'en est pas à l'origine. Il s'agit plutôt du produit des peurs collectives et de la propagande tsaristes lors de la phase d'extension russe au XIXème siècle.

A la fin du XIXème siècle, la religion catholique sert ainsi de repoussoir à une partie de l'intelligentsia russe, qui proclame que la voie de la Russie se situe résolument dans un retour sur les valeurs traditionnelles. Celles-ci trouvent leur fondement dans l'orthodoxie et non dans une ouverture aux références occidentales politico-économiques.

Aujourd'hui encore, les Églises chrétiennes non-orthodoxes sont rejetées au motif qu'elles ne sont pas russes, et la conquête de nouveaux fidèles est particulièrement mal ressentie.

Il est souvent reproché un prosélytisme reposant sur les fonds étrangers, notamment chez les protestants luthériens et baptistes, mais c'est surtout l'Église catholique qui fait l'objet des critiques de la hiérarchie orthodoxe. On lui reproche un même prosélytisme et surtout la création de structures ecclésiales parallèles, là où elles n'existaient pas avant la prise de pouvoir par les communistes. Ce faisant on oublie, selon l'Église catholique, l'archidiocèse de Mohilev qui avait la charge des chrétiens de Biélorussie et de Russie dès 1783.

212

Pendant les années de domination communiste, l'Église gréco-catholique, persécutée par le pouvoir en place avec l'appui de la hiérarchie orthodoxe, n'a reçu aucun soutien officiel de Rome . Le Vatican recherchait par ailleurs un rapprochement avec l'Église orthodoxe, concrétisé par Paul VI avec le patriarche Athénagoras Ier de Constantinople.

¹ Voir IVANOV-TREENADZATY Herman, The Vatican and Russia, <http://orthodoxinfo.com>

Mais avec l'élection de Jean Paul II, le soutien à la communauté gréco-catholique va devenir officiel. Le 2 août 1987, une lettre co-signée par deux évêques est envoyée au pape et à M. Gorbatchév, marquant la sortie de la clandestinité. Dès 1990 se réunit un synode à Lvov, qui déclare nul et non avenu le synode de 1946 ayant supprimé l'Église gréco-catholique.

Ce même synode demande la restitution de tous les biens possédés en 1939. Cette question constitue le principal motif de discorde entre catholiques et orthodoxes. Des tentatives de rapprochements ont lieu dès 1990 : une commission quadripartite, comprenant des représentants du Vatican, du patriarcat de Moscou et des fidèles ukrainiens rencontre les autorités locales. En effet selon la législation soviétique en cours, l'attribution des lieux de culte dépend des responsables régionaux et municipaux. Un plan en trois phases est alors retenu, qui prévoit le partage des lieux de culte. Mais les évêques gréco-catholiques ne reconnaissent pas l'accord. Ils demandent que l'Église gréco-catholique soit pleinement réhabilitée et totalement légalisée avant toute nouvelle négociation. De nombreuses restitutions permettent par la suite aux catholiques de célébrer le culte, mais souvent après de véritables épreuves de force. Ainsi, en août 1990, la cathédrale Saint-Georges de Lvov, siège du primat de l'Église gréco-catholique en Ukraine, est rendue malgré la ferme opposition du patriarcat de Moscou, qui proteste énergiquement.

En 1991, le cardinal Lubachivsky, primat d'Ukraine, regagne Lviv après 52 années d'exil. Il demande alors l'élévation de l'Église catholique ukrainienne au rang de patriarcat. Cette demande, déjà formulée par son prédécesseur, le cardinal Slipyg, avait été refusée par Paul VI. L'ambassadeur de l'URSS auprès du Saint-Siège, M. Karlov souligne alors la portée éminemment politique d'une telle déclaration et ses conséquences en terme de relations entre Moscou et Rome.

Des tentatives de rapprochement ont alors lieu entre le patriarcat de Moscou et le Vatican, mais le président des relations extérieures du patriarcat de Moscou, Mgr Kyrill, de Smolensk, rappelle officiellement dès 1991, que « l'uniatisme » demeure un problème ecclésiologique, car il est de fait marqué par le prosélytisme catholique. Il qualifie les uniates de nationalistes, qui tentent, spécialement en Ukraine, d'appuyer les tendances séparatistes sur la religion.

Dix ans après, les relations entre catholiques et orthodoxes, en Russie comme en Ukraine, subissent toujours les conséquences de ce renouveau de la communauté gréco-catholique d'Ukraine. La disparition du cardinal Lubachivsky, figure emblématique de la résistance gréco-catholique au communisme, n'a pas atténué la tension. Son successeur et ancien auxiliaire Lubomyr Husar, confirmé par Rome en janvier 2001 après son élection par le synode des évêques gréco-catholiques d'Ukraine, demande à nouveau avec insistance l'élévation de l'Église gréco-ukrainienne au rang de patriarcat .

Les relations entre l'Église orthodoxe et la minorité catholique de Russie, soit environ 300000 fidèles, sont gelées, malgré des tentatives de rapprochement de Rome. Ainsi, lors de sa visite au Vatican en juin 2000, Vladimir Poutine n'a pas renouvelé l'invitation qui avait été formulée par Mikhaïl Gorbatchév puis par Boris Eltsine.

Le père Hilarion Alfeyev, adjoint du métropolite Kyrill, chargé des relations du patriarcat de Moscou, explique que la restitution des quelques 1300 églises constitue une injustice historique aussi importante que celle subie par les gréco-catholiques en 1946. Selon lui les diocèses orthodoxes de Lvov, Ivano-Frankisk et Ternopil sont quasiment en ruine.

22 L'oecuménisme en question

Les grands rassemblements oecuméniques de Bâle en mai 1989 et de Graz, en juin 1997, ont été d'indéniables succès pour l'oecuménisme. Mais ces succès ne montrent que la vitalité de la base, mettant l'accent sur la prière et la spiritualité au détriment de toute question doctrinale.

L'oecuménisme institutionnel, dans lequel l'Église orthodoxe se voyait reconnaître une place privilégiée semble en proie à des dissensions importantes.

221

L'oecuménisme a très tôt été considéré par l'Église orthodoxe comme un outil politique de premier ordre. Ainsi, lorsque que la lutte contre la religion est relancée par N. Kroutchev, le métropolite Nikodim, de Saint-Petersbourg, prend des contacts avec les autres Églises chrétiennes. Dans son esprit, il s'agit de ne pas rester isolé derrière le rideau de fer. L'Église

orthodoxe rejoint alors le conseil mondial des Églises, pour obtenir de l'aide des chrétiens du monde entier.

Cette démarche est couronnée de succès, et de l'aide humanitaire parvient jusqu'aux évêchés. Parfois la diplomatie des pays occidentaux exerce des pressions sur le gouvernement soviétique, au profit du patriarcat de Moscou. Ainsi, en 1963, la fermeture du monastère ukrainien de Potchayev est évitée.

Pourtant on assiste à une véritable rupture après la dissolution de l'Union soviétique. Sous le régime communiste, le patriarche Alexis II, alors métropolite de Leningrad et son responsable des relations extérieures, étaient considérés comme les hiérarques les plus convaincus de l'Église orthodoxe. Ardent promoteur du rapprochement avec l'Occident, Alexis avait même exercé les fonctions de co-président du rassemblement de Bâle en 1989, aux côtés d'un cardinal italien. Leur attitude est aujourd'hui beaucoup plus réservée.

En effet, il existe un courant anti-oecuménique très puissant, relayé par de nombreux médias. Pour les tenants de ce courant, la participation aux instances oecuméniques n'était rendue possible que grâce à la volonté des dirigeants communistes. Les hiérarques possédant une expérience oecuménique sont donc suspects, de même que l'oecuménisme en général. Ce n'est donc pas une surprise si, à partir de 1997, les critiques développées à l'encontre du Conseil Oecuménique des Églises (COE) deviennent de plus en plus pressantes. Outre les réserves relatives à son fonctionnement (votes à majorité pour trancher les différents doctrinaux, ordre du jour ne prenant pas en compte les problèmes fondamentaux orthodoxes...), des critiques acerbes visent les nouvelles tendances qui y prévalent. Les célébrations interconfessionnelles, le sacerdoce féminin, la révision des normes éthiques sont rejetées en bloc. L'oecuménisme est en fait une voie vers l'hérésie.

Après des consultations inter-orthodoxes de haut niveau à Thessalonique en avril 1998, puis à Damas en mai 1998, la délégation russe ne manque pas de signaler le manque d'attention portée aux positions orthodoxes. Une participation d'observateurs à l'assemblée du COE de Harare, en décembre 1998, permet néanmoins aux orthodoxes russes de ne pas quitter le mouvement

oecuménique. Le synode russe décidera, au vu des résultats d'une commission mixte orthodoxes-COE, du maintien de l'Église russe dans le COE.

222

En réalité c'est dès 1988, à l'occasion du millénaire du baptême de la Russie, que les divergences à propos de l'oecuménisme sont devenues particulièrement sensibles. En effet, à partir de cette époque et grâce à l'ouverture permise par la perestroïka, les opinions commencent à être relayées par des médias.

La tendance occidentaliste est assez bien exprimée par la revue chrétienne *Vybor* (le Choix), qui s'est particulièrement impliquée dans la célébration de cette fête religieuse : « Nous sommes conscients que le fondement spirituel de la Russie, c'est le christianisme russe, une orthodoxie ouverte et fraternelle envers les diverses confessions de notre immense pays [...] un mouvement vers une réconciliation de toute la nation sur une base spirituelle venue du christianisme et basée sur l'amour... »².

Pour cette tendance, le brassage opéré par les persécutions, les exils, les dures conditions de vie et de travail, ont permis aux chrétiens d'URSS des différentes confessions d'apprendre à se connaître et se reconnaître comme des frères beaucoup plus proches qu'ils ne se l'imaginaient. Les clivages historiques et nationaux ont disparu chez la plupart des chrétiens et permettent un rapprochement. Pour le métropolite Vladimir, il faut « préserver l'héritage de l'Église indivise [...] mais nous devrions partager cette richesse avec nos frères »³.

Cette vision est rejetée par la nouvelle génération, qui considère que les dignitaires de l'Église orthodoxe favorables à l'oecuménisme sont dépassés et ont perdu leur crédibilité.

Ils sont particulièrement méfiants vis-à-vis de l'enseignement prodigué dans les pays occidentaux, et qui pousse des membres du clergé orthodoxe vers l'oecuménisme. Pour eux, les écoles théologiques européennes, comme la faculté Saint-Serge de Paris, ainsi que les organismes de formation américains, n'apportent aucune réponse aux besoins de l'Église russe. Dans leur

² « les enjeux du millénaire », *Chrétiens de l'Est*, n° 59 3^etr 1988 p76

³ ZOLOTOV Andreï, « Les risques de l'isolement », *Ecumenical news international*, ENI 97-0062

esprit, l'oecuménisme est associée à une tendance « moderniste » qui délaisse la richesse de la tradition au profit d'un conformisme trop proche de l'Occident.

On le voit, il existe une association de fait entre rejet de la culture occidentale et rejet de l'oecuménisme. Une des raisons les plus couramment avancées pour expliquer cette association, est que le clergé a été instruit selon des modalités et avec des manuels très anciens, datant de l'époque pré-révolutionnaire. Ces manuels avaient été écrits dans une période difficile pour l'Église orthodoxe, avec un esprit très polémique et particulièrement anti-occidental.

23 L'adoption d'une ligne dure par les orthodoxes

Ce combat qui oppose slavophiles et occidentalistes est au cœur des dissensions qui séparent les orthodoxes et déborde le débat sur l'oecuménisme.

231

Une majorité de clercs et de fidèles apparaît conservatrice sans pourtant développer une forte agressivité. Mais des tendances réactionnaires prennent une puissance nouvelle. Elles disposent de moyens importants de diffusion comme Radio-Radonège, qui diffuse des thèses antisémites et anti-occidentales. Elles peuvent en outre s'appuyer sur des paroisses, dont celle du très influent père Alexandre Chargounov, et des monastères comme la Trinité Saint Serge.

La haute hiérarchie orthodoxe essaie de se tenir à l'écart de ce mouvement et dénonce les courants extrémistes qui divisent l'Église russe. Dans une interview accordée au quotidien moscovite *Nezavisimaïa Gazeta* en avril 1996, le patriarche Alexis II condamne les conservateurs comme les réformateurs. Pour lui il s'agit « d'un faux messianisme de droite comme de gauche, qui conduit inutilement aux querelles et aux souffrances inutiles »⁴. Il souligne que le choix entre l'ancien et la nouveauté a toujours existé. Par conséquent pour lui, le sujet doit être débattu par l'ensemble de l'Église. Il estime que les différents groupes de pression réformateurs et intégristes ne représentent qu'environ 1% des croyants.

⁴ « tensions internes », Service orthodoxe de presse 06/1996

Dans les faits ces tensions s'expriment souvent de façon très violentes. Trois faits sont significatifs à cet égard.

En mai 1998, l'évêque Nikon, d'Ekatérinenbourg, fait supprimer les livres des auteurs réformistes, Alexandre Men, Jean Meyendorff et Alexandre Schmemmann et les fait brûler publiquement. Le prêtre Oleg Vokhmianine qui s'oppose à cet autodafé est déposé.

En 1990, le père Alexandre Men, un des prêtres orthodoxes les plus connus pour son engagement au sein du mouvement réformateur, est assassiné dans la banlieue de Moscou. Juif converti, assez largement connu dont les ouvrages ont été publiés jusqu'en occident, il exerçait une influence sensible sur les milieux intellectuels moscovites.

En août 1994, le Père Georges Kotchetkov est agressé par des intégristes orthodoxes, qui occupent les locaux de son école catéchétique pour adultes. Ce clerc avait introduit le russe moderne dans la célébration liturgique à la place du slavon, avant d'être sanctionné par sa hiérarchie moscovite, qui l'avait transféré dans une paroisse plus petite.

Au delà des oppositions concernant le rituel, c'est la place des prêtres dans la société qui est débattue. Pour le père Georges Tchistiakov, prêtre réformateur de Moscou, l'épiscopat orthodoxe est grisé par les honneurs officiels ; quant aux prêtres, « ils ne prêchent pas, sont passifs au plan social, ont peur des questions posées par la vie moderne »⁵.

L'Église orthodoxe, confrontée à un besoin très important de prêtres lors de la disparition du communisme, a en effet formé dans l'urgence une génération de jeunes prêtres. Or ceux-ci ont grandi dans une société athée. C'est ce que regrette le père Georges Kotchetkov qui explique que « dans la tradition orthodoxe, le prêtre c'est l'ancien, l'homme sage. Aujourd'hui on ordonne des prêtres de moins de trente ans, qui ne sont baptisés que depuis trois ou quatre ans »⁶.

Ce jeune clergé, d'un niveau médiocre en théologie et en histoire de l'Église, est facilement attiré par les positions extrêmes et les discours simplificateurs.

⁵ Tincq Henri, « Trois prêtres face à ' l'héritage mental du communisme' », Le Monde, 28/8/2000

Malgré les remontrances régulières formulées à l'égard de « ces jeunes prêtres néophytes qui se prennent pour des starets »⁷, la hiérarchie orthodoxe a pris acte de la puissance du mouvement intégriste.

De plus en plus, les personnalités réformatrices chrétiennes sont sanctionnées. Ainsi, le père Georges Kotchetkov est suspendu de ses fonctions sacerdotales à la suite d'une campagne de presse et à la plainte pour agression d'un prêtre lui-même hospitalisé pour schizophrénie. Douze de ses proches collaborateurs sont même excommuniés.

Le père Zénon, considéré comme l'un des plus grands iconographes de Russie, auteur des fresques qui ornent le monastère Saint Daniel ou siège le patriarcat, est lui aussi excommunié ; il avait accepté que des catholiques occidentaux en visite célèbrent la messe dans une église en cours d'aménagement.

C'est sous la présidence du métropolite Tikhon que se déroulent en juin 1996 les discussions relatives à l'unité de l'Église, dans les locaux du patriarcat de Moscou.

Une mise en garde officielle est alors lancée contre les écoles théologiques réformatrices « qui répandent parmi les étudiants des expériences liturgiques et pastorales contraires à la théologie et à la tradition orthodoxe »⁸. Les participants de cette réunion demandent aux responsables de l'Église russe de se démarquer de l'oecuménisme et de l'ecclésiologie réformiste.

Cet alignement sur les thèses intégristes, particulièrement hostiles à l'ouverture de la Russie à d'autres religions, amène le patriarcat à pousser à l'adoption d'une loi religieuse en juin 1997. Cette loi dispose que seules les religions traditionnelles peuvent bénéficier des avantages réservés aux Églises officielles. Les religions orthodoxe, islamique, juive et bouddhiste accèdent donc à un statut qui est refusé aux Églises catholique et protestantes. Les pressions internationales obligent Boris Eltsine à opposer son veto sur ce texte : il ne respecte en effet pas le droit des communautés religieuses prévu par le texte de la CSCE signé par Moscou en 1989 à Vienne.

⁶ Tincq Henri, « La ligne dure s'impose lors du concile de l'Église orthodoxe de Russie », *Le Monde*, 22/8/2000

⁷ TINCQ H., « L'Église orthodoxe s'apprête à canoniser le dernier des tsars », *Le Monde* 28/7/2000

Un starets est un directeur spirituel

⁸ « tensions internes », service orthodoxe de presse 07/96

Mais l'Église fait modifier ce projet de loi, qui est voté en septembre 1997. Celui-ci précise que pour être reconnue, une association religieuse doit prouver qu'elle existe depuis au moins 15 ans sur le territoire. Or, en 1982, seules de rares organisations religieuses, plus ou moins inféodées au pouvoir communiste, existaient légalement, à l'exclusion de toute Église chrétienne non-orthodoxe.

Les tenants d'une ligne dure vis à vis du prosélytisme catholique et protestant obtiennent donc une victoire incontestable.

De fait, depuis cette période, la haute hiérarchie orthodoxe prend un certain nombre de décisions à la demande de « l'aile dure » de l'Église. La canonisation collective de 1147 martyrs et confesseurs de la foi du XXème siècle, autour du Tsar Nicolas II et de la famille impériale, est symbolique à cet égard.

TROISIEME PARTIE

La religion, acteur des orientations profondes de ces sociétés.

A peine sortis du communisme les Russes et les Ukrainiens sont déjà à l'heure des choix. Ils sont tiraillés entre la fascination qu'exerce l'occident et la volonté de fonder leurs nations respectives sur des valeurs ancestrales.

Au cœur de ce débat, les chrétiens se divisent. Malgré une apparente réserve vis à vis de la politique, ils sont réellement engagés dans l'orientation profonde de la société. Mais ils ne cultivent qu'une ambiguïté de façade, à l'image du patriarche moscovite : celui-ci, en 1996, n'hésite pas de proclamer sa joie de retrouver l'Église sœur Biélorusse, après les accords entre la Russie et la Biélorussie.

31 Religion et nationalisme

Les Églises chrétiennes, fortes de l'attraction populaire qu'elles exercent, sont particulièrement courtisées par les différentes factions politiques.

En Ukraine, Église et nationalisme sont historiquement liés. En effet pour la majeure partie de la population orthodoxe d'Ukraine, l'Église doit d'abord être ukrainienne ; elle n'est orthodoxe que

de surcroît. Le retour de membres du clergé moscovite lui semblerait insupportable voire humiliant. Beaucoup parmi les orthodoxes, préfèrent ne pas être reconnus par les autres Églises orthodoxes et rester indépendant du patriarcat de Moscou.

La situation est plus complexe en Russie, où l'Église orthodoxe apparaît pour certains comme l'un des vecteurs principaux du nationalisme.

Et de fait, il semble qu'au delà d'un discours neutre, le courant nationaliste triomphe chez les chrétiens orthodoxes.

311

Parfaitement consciente de l'enjeu qu'elle représente, la haute hiérarchie de l'Église orthodoxe s'efforce depuis le retour à la liberté religieuse de garder une prudente neutralité. Dès avril 1990, le Saint Synode de l'Église russe publie un texte pour montrer sa clairvoyance, qui constate que « les changements impétueux qui interviennent dans le pays n'ont pas épargné l'Église, la confrontant à de sérieuses interrogations.[...]Elle attire maintenant la vive attention des différentes forces et courants de la société. Très souvent ces forces et ces courants, qui sont plongés dans une situation de polémique et de luttes farouches, voudraient voir l'Église parmi leurs alliés et recevoir ainsi son appui, dans leur interprétation des tâches et des objectifs visant à la transformation spirituelle, politique, sociale et économique du pays, ainsi que dans la solution des problèmes inter-ethniques »⁹.

Lors de sa réunion en juin 1990 à la Trinité Saint Serge de Moscou, le concile ne manque pas de condamner très fermement et très explicitement toutes les manifestations du nationalisme, qualifiées de contradiction à loi divine et la morale humaine. Elle rejette également « le chauvinisme, le séparatisme et la haine ethnique »¹⁰.

Mais cette condamnation est surtout interprétée comme un message vis à vis du nationalisme ukrainien, et une condamnation sans ambages des partisans de l'Église ukrainienne autocéphale.

⁹ « Déclaration du Saint-Synode du 3 avril 1990 », service orthodoxe de presse

Cherchant à éviter toute récupération par les milieux ultra-nationalistes, le métropolite Juvenal souligne, à l'occasion du synode du Jubilé, en août 2000, que l'Église vénère les membres de la famille impériale, non en tant que martyrs, mais comme stratotérptski, c'est à dire victimes innocentes d'un crime politique, mais « qui ont affronté leur passion et leur mort comme le Christ »¹¹.

312

L'orientation de l'Église orthodoxe qu'elle soit russe ou ukrainienne procède en tout premier lieu de la tradition orthodoxe, qui estime que l'Église est en « symphonie avec l'Etat ». Il y donc une certaine soumission à l'Etat de l'Église et le phénomène religieux devient un instrument de l'Etat. Pour Olivier Gillet, les contentieux mutiséculaires interconfessionnels et leurs corollaires, les rivalités ethniques, permettent « toutes les récupérations et instrumentations idéologiques et politiques. [...] Les mouvements nationalistes n'y trouvent pas leur origine mais peuvent trouver une source essentielle d'inspiration. La spécificité du monde orthodoxe réside dans le fait que les Églises orthodoxes ont assimilé le nationalisme dans l'ecclésiologie »¹².

Il n'est donc pas incohérent de trouver l'archimandrite Kyrill, métropolite de Smolensk et de Kaliningrad, responsable des relations étrangères du Patriarcat. Celui-ci est en effet connu pour son ouverture voire son soutien aux mouvements nationalistes. En contact fréquent avec les responsables communistes, il s'est publiquement opposé à l'extension de l'OTAN vers l'Est.

Ceci explique également la virulence toute particulière des organes de presse nationalistes à l'encontre du patriarche à deux occasions.

En novembre 1991, il fait une démarche de rapprochement vers le judaïsme, à l'occasion de sa réception par des rabbins à New-York. Il est alors durement critiqué.

En 1996, les excuses qu'il présente au peuple allemand pour les souffrances endurées sous le régime communiste, sont le prétexte à une violente campagne de presse. L'organe du parti

¹⁰ « Message du Concile du 8 juin 1990 », agence APIC(KIPA), Fribourg 29/06/90

¹¹ « Église orthodoxe : synode et jubilé », L'Église dans le monde, N° 108 décembre 2000, p25

¹² GILLET Olivier « Ecclésiologie orthodoxe et nationalisme », <http://europeanmemory.free.fr>, p10

communiste, la Pravda, puis le quotidien ultra-nationaliste Sovetskaïa Rossiïa réclament sa démission et son remplacement par un patriarche plus soucieux des intérêts russes.

En fait, il existe un courant entraîné par des « groupes marginaux de la vie ecclésiale »¹³ selon le père Ioann Sviridov, responsable de deux radios chrétiennes, qui exercent une influence non négligeable sur l'Église orthodoxe moscovite. Ce courant propose comme idéal un retour à la monarchie orthodoxe, mélange nationaliste d'Église et d'État .

En tout état de cause le patriarcat de Moscou est directement impliqué dans les discussions entourant une nouvelle idée nationale russe. Ainsi, en janvier 1997, une délégation conduite par l'évêque Eugène de Vereïa, recteur de l'académie de Moscou, et par Savva de Krasnogorsk, évêque aux armées, a participé à une conférence au cours de laquelle a été affirmée que « la nouvelle idée nationale ne peut exister en dehors de la religion orthodoxe, qui doit redevenir une matière enseignée obligatoire à l'école »¹⁴.

L'Église orthodoxe russe semble donc revenir au système idéologique exprimé dès le XIX^{ème} siècle « orthodoxie, autocratie et populisme »...

32 Chrétiens et politique intérieure en Russie et en Ukraine

L'imbrication de l'Église orthodoxe en politique intérieure a été rapidement médiatisée. En effet, certains des membres du clergé, s'appuyant sur l'immense confiance dans les valeurs de la religion de la part du peuple, ont pris une part active dans le débat politique. Le patriarche Alexis II rappelait, lors du dixième anniversaire de son élection, que « l'Église ne se voit pas séparée de l'Etat, de la société, de ses problèmes, de ses inquiétudes et de ses espoirs »¹⁵. Les chrétiens catholiques ne sont pas en reste, malgré une action plus modeste à la mesure de leur nombre en Russie. Ils s'appuient sur les encouragements du pape Jean-Paul II qui, dans un discours de juin

¹³ « Au cœur de la Russie post-communiste », L'Église dans le monde, N° 93, mars 1997, p19

¹⁴ « Orthodoxie et identité russe », L'Église dans le monde, N° 95 septembre 1997, p20

¹⁵ « Alexis II, un bilan », service orthodoxe de presse 08/2000

1985 déclarait : «dans la politique à venir, les chrétiens seront toujours plus impliqués dans les graves problèmes actuellement débattus... »¹⁶.

321

Depuis le début de son patriarcat, Alexis II ne cesse de rappeler les bienfaits de la séparation de l'Église et de l'Etat. En cela son discours est parfaitement conforme à la constitution de la Russie . En effet, après la disparition de l'URSS, une nouvelle constitution a été promulguée dès 1993, qui confirme la laïcité de l'Etat, déjà affirmée par la loi de 1990.

Comptant parmi les 11500 associations religieuses ayant signé le concordat civil de 1993, l'Église orthodoxe russe est membre du « conseil pour les affaires religieuses auprès du bureau présidentiel » depuis août 1995. Ce conseil ne peut qu'établir des recommandations au gouvernement. Mais dès mars 1996, son président Anatole Krassikov, explique sa démission en dénonçant l'intervention de l'Etat dans le règlement des problèmes religieux.

On voit donc que l'Etat entretient de son côté une relation ambiguë avec les religions.

Pour sa part, interrogé par le grand quotidien indépendant Kommersant en juin 2000, le patriarche souligne que « l'Église orthodoxe russe s'engage par principe à ne pas prendre part à l'action politique de quelque parti ou mouvement que se soit... » tout en soulignant qu'elle « est prête à dialoguer avec toutes les forces saines qui recherchent la renaissance morale et matérielle de la Russie ».

Ce faisant, il reprend une position définie en décembre 1994 par un synode de l'Église orthodoxe russe, qui affirmait ne prendre parti pour aucun régime politique, aucune doctrine politique actuellement existante, aucune des forces sociales concrètes, ni aucun de leurs militants, y compris ceux qui sont au pouvoir.

Le synode qui a eu lieu en août 2000, a fait l'objet d'une déclaration officielle permet de situer la place et les objectifs de l'Église orthodoxe, notamment russe en matière de politique intérieure.

¹⁶ « Chrétiens et politique », discours de Jean-Paul II du 29 juin 1995

L'Église orthodoxe, retirant les leçons d'un passé douloureux, rappelle son opposition de principe à toute collaboration avec l'Etat « dans la guerre civile, et les activités d'enquête, de renseignement »¹⁷. Selon elle, le secret de la confession ne serait plus assuré dans le cas contraire. Le texte du synode se prononce contre la peine de mort, afin d'éviter des erreurs judiciaires, et de « donner plus de possibilité pour le repentir de l'égaré. »¹⁸

Il s'oppose fermement à l'avortement, à la contraception, à la procréation médicalement assistée, aux manipulations génétiques et à l'euthanasie.

Il ajoute la contamination de l'époux par le sida, l'alcoolisme chronique et la dépendance narcotique aux possibilités de demande du divorce, qui comprennent déjà par ailleurs les troubles mentaux et la conversion à une autre religion.

L'Église orthodoxe a donc un projet de société, d'ailleurs très similaire à celui de l'Église catholique, et s'appuie sur sa puissance de facto à défaut d'une puissance de jure qui ne lui est pas reconnue. Elle a pris un rôle d'intermédiaire, particulièrement en Russie. Ainsi, en février 1997 a eu lieu une rencontre entre le patriarche et une délégation de syndicalistes. Il s'agissait de concerter les efforts entrepris par les syndicats et l'Église pour l'instauration d'un climat moral et spirituel qui empêche toute violation des droits constitutionnels des travailleurs, notamment les retards des salaires.

Véritable référence morale, l'Église, par ses membres, est réellement présente dans la vie politique. Mais plusieurs visions peuvent coexister, car le patriarche ne possède qu'une autorité administrative. Ses pairs, les métropolitains, ne lui doivent pas une obéissance absolue. Ils peuvent exprimer des visions différentes en toute légalité.

¹⁷ « nouvelles conceptions sociales » AFP 17/08/2000

Dans les faits le clergé chrétien en Russie tient une place dans la vie politique qui dépasse largement celle dans laquelle il devrait être cantonné aux termes de l'article 14 de la constitution.

C'est particulièrement le cas du patriarcat de Moscou, qui joue de fait un rôle majeur en Russie. Alexis II justifie son action dans le domaine arguant que, « ... en Russie les patriarches ont de tout temps usé du droit d'intervenir auprès des plus hautes autorités de l'Etat pour défendre les intérêts du peuple. Nous n'avons pas l'intention de renoncer aujourd'hui à une si belle tradition ». ¹⁹

Tout en souhaitant ne pas conclure un « mariage politique », Alexis II est depuis la fin de l'URSS un proche des présidents.

En 1991, il assiste de façon officielle à la prise de fonction de Boris Ieltsine. Il rencontre de nombreuses fois celui-ci, pour des rencontres de travail, évoquant par exemple en février 1993 la crise économique que traverse la Russie. En 1994, il fait approuver par celui-ci le projet de restauration de l'église Saint-Sauveur, symbole de l'oppression stalinienne au cœur de Moscou. Le président russe déclare alors que la reconstruction de l'église fait partie des tâches les plus importantes de l'Etat. Cette reconstruction est particulièrement médiatisée en vue des élections de 1996. Le patriarche se prononce d'ailleurs clairement en sa faveur à cette occasion et donne en août 1996 sa bénédiction au cours de la cérémonie d'investiture au Kremlin en ces termes « Notre Église vous soutiendra par ses prières et son action, car nous connaissons l'étendue de ce qu'il vous faudra accomplir afin d'aider la renaissance morale de notre patrie » ²⁰. En 1997, il obtient l'érection d'une cathédrale à l'emplacement de la maison Ipatiev, où avait été assassinée la famille impériale. Cette même maison avait été rasée par Eltsine lorsque celui-ci était secrétaire du parti communiste de Svierdlovsk, pour éviter d'en faire un lieu de pèlerinage.

Il conserve les mêmes rapports avec Vladimir Poutine, à qui il donne sa bénédiction en avril 2000, dans une chapelle du Kremlin. Et celui-ci en retour, non seulement se déclare orthodoxe, mais selon son entourage, serait un croyant convaincu et pratiquant, désireux d'aider son pays à retrouver ses racines spirituelles.

¹⁸ « nouvelles conceptions sociales » AFP 17/08/2000

¹⁹ « Alexis II : un bilan » Service orthodoxe de presse 08/2000

²⁰ « Le Patriarche et le président », Service orthodoxe de presse 09/1996

A Moscou, on dit volontiers que l'Etat ne peut se passer du patriarche et du soutien populaire qu'il canalise, et que le patriarche ne peut se passer de l'appui du président pour maintenir la position dominante de l'Église orthodoxe et son « activité économique », qui est par ailleurs l'objets de nombreuses attaques²¹.

Dans le système politique russe, le rôle du président est majeur et permet de comprendre les raisons qui poussent le patriarche à s'en rapprocher. Son action politique est pourtant plus générale.

En 1992, il demande au gouvernement l'introduction d'aumôniers dans des sphères de la vie publique d'où ils avaient été chassés par les communistes. Des prêtres ont accès dès 1994 aux prisons, dans les unités du ministère de l'intérieur et de l'armée, là où la crise morale est importante et où le danger d'une révolte contre le pouvoir est le plus probable.

En mars 1993, il lance un appel solennel aux responsables politiques russes, pour qu'ils sacrifient leurs ambition, afin de sauver le pays.

Lors de la rébellion des parlementaires de 1993, il est particulièrement significatif que les parlementaires et la présidence aient accepté sa médiation. Son autorité a donc bien un caractère consensuel dans la classe politique russe.

Dès novembre 1999, il justifie l'intervention militaire visant à rétablir la loi et l'ordre en Tchétchénie. Il déclare alors que l'Église russe est « prête à unir ses efforts à ceux des pouvoirs civils, des organisations internationales, des autres confessions chrétiennes et des musulmans de Russie, d'Europe, du monde entier ...[mais] les tentatives pour étendre la vague de terreur aux régions voisines et à toute la Russie exigeaient également une réaction ferme »²². Ce faisant, il en appelle au sens aigu des responsabilités des autorités militaires et civiles russes pour épargner les civils et venir en aide aux milliers de réfugiés qui fuient la zone des combats.

Même s'il n'est pas clairement identifié par la constitution, le patriarche possède donc une place éminemment politique en Russie.

Mais le clergé chrétien, accompagné et soutenu par des laïcs engagés joue également un rôle, certes plus modeste, mais remarqué.

²¹ MITROKHINE N.A et EDELSTEIN M.J. « Activité économique de l'Église orthodoxe », Moscou 2000

En mars 1990, à l'occasion des élections locales en Russie et en Ukraine, les candidats se réclamant de l'Église orthodoxe ou gréco-romaine remportent des sièges de députés, de conseillers régionaux ou municipaux. Leurs scores sont souvent d'autant plus remarquables, selon les observateurs, qu'ils ont du subir des contraintes notables pendant leur campagne. Outre les pressions du pouvoir en place, un certain nombre d'entre eux sont élus sans l'assentiment de leurs autorités ecclésiastiques.

C'est le cas du père Gleb Yakounine, élu sur une liste de Boris Eltsine dans un district suburbain de Moscou, d' Alexandre Borisov, de Basile Fontchenko et Viatcheslav Polosine, tous prêtres connus pour leur engagement dans le « mouvement de défense des droits des croyants et pour la liberté de conscience ».

Dès avril 1990, le mouvement chrétien-démocrate de Russie, fondé en 1989, tient sa première assemblée générale, et affirme sa volonté de rassembler « les partisans des transformations radicales de toutes les sphères de la vie du pays sur la base des normes de l'éthique chrétienne ».²³

En 1992, un congrès des partis démocrates chrétiens comprenant des Russes et des Ukrainiens se réunit à Zélénogorsk, près de Saint-Petersbourg. Il s'agit pour eux de mettre en place une union démocrate-chrétienne .

Mais cette union ne reçoit pas l'approbation des autorités officielles religieuses et fait l'objet de nombreuses critiques. On rapporte même de nombreuses agressions contre ses membres en Russie. En 1995 l'accident de voiture dans lequel meurt Vitali Savitski, co-président de l'Union Démocrate Chrétienne Russe, dont le mouvement est crédité de 25 à 30 sièges à la Douma, est interprété comme un assassinat.

C'est donc principalement par l'intermédiaire de la haute hiérarchie, que l'Église orthodoxe russe joue un rôle politique de premier ordre. Particulièrement méfiant vis à vis des initiatives que pourraient prendre les membres du clergé dans ce domaine, le Saint Synode leur a strictement interdit d'assumer des mandats politiques. C'est la raison pour laquelle, le père Gleb Yakounine est suspendu a divinis en 1994 puis excommunié en 1997.

²² ALEXIS II, « Rétablir la loi et l'ordre », Service orthodoxe de presse 11/1999

Par conséquent, il est probable que les partis politiques chrétiens, tels que le parti démocrate-chrétien, ne puissent que rassembler des chrétiens dissidents, souvent de tendance « moderniste ». Ces partis devraient donc, dans un avenir proche, n'être cantonnés qu'à un rôle mineur.

²³ « Chrétiens dans la vie sociale et politique », Chrétiens de l'Est, N°67 3^otr 1990, p45

CONCLUSION

Le grand retour des Églises dans la vie politique date de la chute du communisme dans les années quatre-vingts, lorsque les populations, soudain privées de repères, ont placé leur espoir dans l'Église. L'augmentation du nombre de fidèles a moins été significative d'une soif de spiritualité, que de la croyance que l'Église pouvait être bénéfique pour résoudre les problèmes de société.

De leur côté, les Églises chrétiennes ont pris rapidement conscience de leur capacité d'influence. C'est pourquoi, l'Église orthodoxe a vite aspiré à reprendre le rôle de guide spirituel de la nation russe et ses membres ukrainiens se sont profondément engagés dans le mouvement d'indépendance vis à vis de la Russie.

Désormais, en Ukraine comme en Russie, les Églises jouent un rôle majeur dans la vie politique. L'immixtion du Patriarche Alexis II dans ce domaine est à cet égard emblématique.

Mais, véritables cicatrices d'une histoire mouvementée, les tensions entre et au sein des Églises chrétiennes se retrouvent dans les sociétés russe et ukrainienne.

Au long cheminement vers un rapprochement des chrétiens, que le mouvement oecuménique avait favorisé, a succédé une défiance, voire une opposition ouverte, illustrée par la « guerre des Papes », qui a secoué violemment l'Église orthodoxe.

Ces lignes de fractures, qui ainsi apparaissent ou réapparaissent, débordent largement le cadre spirituel. Elle permettent de dessiner une carte politique de ces pays. Autour de la religion, véritable pivot, s'articulent les différentes tendances, en particulier en terme de nationalisme.

En définitive, c'est la « ligne dure » qui semble s'imposer chez les chrétiens dans le débat politique actuel.

En Ukraine ce phénomène est accentué par l'importance des chrétiens de rite gréco-catholique, que les orthodoxes continuent d'appeler « uniates » pour montrer leur profonde opposition, et par la nécessité pour le pouvoir d'affermir les bases d'un pays qui n'a encore qu'imparfaitement trouvé sa place.

En Russie, l'Église orthodoxe, beaucoup plus représentative du monde chrétien, s'aligne sur son aile traditionaliste. Selon le métropolite Vladimir Kotlyarov de Kiev, l'explication se trouve tout simplement dans la priorité essentielle de l'Église orthodoxe : prévenir un nouveau schisme.

Mais les responsables chrétiens sont conscients des dérives potentielles de cette orientation. Dans la conférence oecuménique internationale pour le Jubilé de l'an 2000, qui a réuni des participants de Russie et de plusieurs anciennes républiques socialistes, le Patriarche Alexis II a évoqué le danger « des conflits armés, qui trop souvent ont pour cause l'intolérance et le nationalisme »²⁴...

²⁴ ALEXIS II, « discours d'ouverture de la conférence oecuménique sur le christianisme à l'aube du troisième millénaire », L'Église dans le monde N°106, juin 2000, p39

Chrétiens et politique en Russie et Ukraine

Table des matières

	Introduction	Page 1
Partie I :		
	L'histoire révélateur des liens profonds unissant politique et religion en Russie et en Ukraine	P2
11	Le rôle spécifique de la religion en Russie	P2
111	Vers une religion d'État	P2
112	Communisme et religion jusqu'à la Perestroïka	P3
12	La religion élément central dans l'histoire de l'Ukraine	P5
121	Constitution d'une Ukraine unie sous influence russe	P5
122	L'Ukraine sous le régime soviétique	P7
13	Une mosaïque religieuse en héritage historique	P9
131	La renaissance multiforme des groupes religieux en Russie	P9
132	Le morcellement de l'Église ukrainienne	P11
Partie II :		
	La sphère du religieux, théâtre de nombreux conflits	P13
21	Orthodoxes et catholiques : des relations tendues	P13
211	Religion catholique et identité russe	P14
212	Le problème des gréco-catholiques	P15
22	L'œcuménisme en question	P17
221	Un outil au service de la politique	P18
222	le combat des slavophiles contre les occidentalistes	P19
23	L'adoption d'une ligne dure par les orthodoxes	P20
231	Les tensions au sein de l'Église orthodoxe	P21
232	La victoire de la mouvance intégriste	P22
Partie III :		
	La religion, acteur des orientations profondes de ces sociétés	P24
31	Religion et nationalisme	P24
311	Un discours neutre	P25
312	Mais une orientation marquée	P26
32	Chrétiens et politique intérieure en Russie et en Ukraine	P27
321	Imbrication de la sphère du religieux dans la politique intérieure	P28
322	L'action des hommes politiques chrétiens	P29
	Conclusion	P34

BIBLIOGRAPHIE

- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, Victorieuse Russie, Paris Fayard, 1992.
RANCE Didier, Catholiques d'Ukraine, Issoudun AED, 1992.
THUAL François, Géopolitique de l'Orthodoxie, Paris Dunod, 1993.
HORBACTSCH Kataryna, Autobiographie d'un prêtre ukrainien, Bar le Duc Recherches historiques contemporaines 1988
BLOT Jean-Marc, Le facteur religieux dans les relations de la Russie post-soviétique avec son étranger proche, Mémoire IHEDN 1997
- HELLER Michel, Le rêve millénaire, « Le monde orthodoxe, pouvoir et nation », in Géopolitique, Paris n° 47 1994
ZOLOTOV Andrei, « Les risques d'isolement : réflexions d'un leader de l'Église russe », in Ecumenical News International 1997 n°62
« les enjeux du millénaire », Chrétiens de l'Est, n° 59 3^otr 1988 p76
« Chrétiens dans la vie sociale et politique », Chrétiens de l'Est, N°67 3^otr 1990, p45
« Sauvage assassinat d'un prêtre orthodoxe », Chrétiens de l'Est n°67 3^o trimestre 90 p48
« URSS dossier », Chrétiens de l'Est, N°68 2^o tr 1991 p 53-72
« Relations catholiques orthodoxes », Chrétiens de l'Est, N°71 3^otr 1991 p49
« L'Église face au putsch », Chrétiens de l'Est, N°72 4^otr 1991 p13
« Les nouvelles difficultés issues des rapports entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe », Chrétiens de l'Est, N°73 1^otr 1992 p14
- « Plus de liberté pour les Églises », L'Église dans le monde, n° 78 2^otr 1993
« Vicissitudes de la réorganisation religieuse », L'Église dans le monde, n° 79 juillet 93 p24
« Une nouvelle législation religieuse », L'Église dans le monde, n° 80 décembre 1993 p24
« Les chantiers du Patriarche », L'Église dans le monde, n° 85 mars 1995 p24
« Au cœur des turbulences », L'Église dans le monde, n° 90 juin 1996 p28
« Intolérance ou coopération », L'Église dans le monde, n°92 décembre 1996 p21
« Ukraine, sortie de crise », L'Église dans le monde, n° 93 1^o trimestre 1997 p21
« Au cœur de la Russie post-communiste », L'Église dans le monde, N° 93, 1^o trimestre 1997, p19
« Un pays dans l'incertitude », L'Église dans le monde, n° 94 juin 1997 p21
« Orthodoxie et identité russe », L'Église dans le monde, N° 95 septembre 1997, p20
« Sortir de l'immobilisme », L'Église dans le monde, n°96 décembre 1997, p24
ALEXIS II, « discours d'ouverture de la conférence oecuménique sur le christianisme à l'aube du troisième millénaire », L'Église dans le monde N°106, juin 2000, p39
« Église orthodoxe : synode et jubilé », L'Église dans le monde, N° 108 décembre 2000, p25
- CLEMENT Olivier, « Malaise et scandale dans l'Église orthodoxe russe », Le monde 10/06/98
TINCQ Henri « L'Église orthodoxe s'apprête à canoniser le dernier des Tsars », Le Monde 28/7/2000
TINCQ Henri « La vie difficile de la minorité catholique uniaste », Le Monde 28/7/2000
TINCQ Henri « Trois prêtres face à l'héritage mental du communisme », Le Monde 28/8/2000
TINCQ Henri, « La ligne dure s'impose lors du concile de l'Église orthodoxe de Russie », Le Monde 23/08/2000
- « Orthodoxie et identité russe » AED info 03/97
« Cohésion nationale » AED info 09/2000
« Nouvelles conceptions sociales », AFP du 17/08/2000
« Chrétiens dans la vie sociale et politique », APIC 13/08/90
« Un patriarche catholique ukrainien ? », APIC Fribourg 02/91
« Oecuménisme ou coexistence pacifique ? » APIC Fribourg 23/05/93
« Résurrection du Saint Sauveur de Moscou », APIC 16/09/94
« Prosélytisme ou pluralisme religieux ? » APIC 02/1993
« Union d'Oujgorod : 350 ans », ARI Varsovie 26/04/96
« Le président Kravtchouk attente à la liberté religieuse » Service orthodoxe de presse, 04/93
« Alexis II : un bilan » Kommersant, 16/08/2000

« Danger d'une Église éclatée », Service orthodoxe de presse 07/1991
« , Rencontre entre le patriarche Alexis II et Boris Eltsine », Service orthodoxe de presse 03/93
« Le patriarche et le président », Service orthodoxe de presse 09/96
« Rétablir la loi et l'ordre » , Service orthodoxe de presse 12/99
« Déclaration du Saint Synode » du 3 avril 1990, Service orthodoxe de presse avril 1990
« Message du concile du 8 juin 1990 », Service orthodoxe de presse 29/06/90
« Tensions internes » , Service orthodoxe de presse 06/96
« Campagne de presse contre le patriarche » Service orthodoxe de presse 02/1996

ELENSKI Victor, « L'Église orthodoxe dans la société post-communiste en Ukraine », <http://european.memory.free.fr>
GILLET Olivier, « ecclésiologie orthodoxe et nationalisme », <http://european.memory.free.fr>
GROOTAERS Jan, « Un quart de siècle d'oecuménisme », <http://stjean.citeweb.net>
GROOTAERS jan « Tendances anti-oecuménique en Russie », <http://stjean.citeweb.net>
MODEL Serge, « Politique et religion en Russie aujourd'hui », <http://stjean.citeweb.net>
DIMITRAS Panayote Elias, « L'intolérance des États nation envers les minorités ethniques et religieuses », <http://european.memory.free.fr>
POP FLORE D « Les conséquences de la chute du communisme sur la transition », www.polito.ubbcluj.ro
TREENADZATY Ivanov Deacon, « The Vatican and Russia », <http://orthodoxinfo.com>
« The history of the church in Ukraine » Roman Catholic Church in Ukraine, www.rkc.lviv.ua
« Ukrainian greek catholic church » Roman Catholic Church in Ukraine, www.rkc.lviv.ua
« Catholicism in the Ukraine : unresolved problems » <http://catholic-church.org>